

Résumé

L'invasion russe de l'*Ukraine* a provoqué une catastrophe humanitaire. Au cours des sept premières semaines de la guerre, environ 4,6 millions de personnes, principalement des femmes et des enfants, ont fui l'*Ukraine*, et on estime à plus de 7 millions le nombre de personnes déplacées internes. En outre, des milliers de personnes ont été blessées ou tuées.

La guerre aura de graves conséquences économiques pour l'Europe, car elle a éclaté alors que la reprise post-COVID n'était encore que partielle. Avant la guerre, alors que tant les *pays avancés* que les *pays émergents d'Europe* avaient regagné une grande partie des pertes de PIB enregistrées en 2020, la consommation et l'investissement privés restaient encore bien en deçà des niveaux observés avant la crise. La guerre a entraîné une forte hausse des prix des produits de base et aggravé les perturbations de l'offre, ce qui alimentera encore l'inflation et réduira les revenus des ménages et les bénéfices des entreprises.

Il est maintenant prévu que la croissance du PIB ralentisse en 2022 et s'établisse à 3 % dans les *pays avancés d'Europe* et à 3,2 % dans les *pays émergents du continent* (à l'exception du *Bélarus*, de la *Russie*, de la *Turquie* et de l'*Ukraine*), soit une baisse de respectivement 1 et 1,5 point de pourcentage par rapport aux prévisions publiées dans la mise à jour de janvier 2022 des *Perspectives de l'économie mondiale*. L'inflation en 2022 devrait désormais atteindre 5,5 % dans les *pays avancés* et 9,1 % dans les *pays émergents d'Europe* (hors *Bélarus*, *Russie*, *Turquie* et *Ukraine*), soit une hausse de respectivement 2,2 et 3,4 points de pourcentage par rapport aux prévisions de janvier. Les pertes de production seront beaucoup plus élevées en *Russie* et surtout en *Ukraine*.

La guerre a fait apparaître de nouveaux risques. Une guerre prolongée augmenterait le nombre de réfugiés fuyant vers l'Europe, aggraverait les goulets d'étranglement des chaînes d'approvisionnement, accentuerait les pressions sur l'inflation et amplifierait les pertes de production. Le risque le plus préoccupant est celui d'un arrêt soudain de l'approvisionnement en énergie en provenance de Russie, qui entraînerait de considérables pertes de production, en particulier pour de nombreux pays d'Europe centrale et orientale.

Étant donné qu'elle constitue un choc d'offre du point de vue économique, la guerre aggrave les difficultés que la pandémie pose aux décideurs politiques. Ils devront notamment s'atteler à favoriser un ajustement progressif aux chocs déclenchés par la guerre, y compris la hausse des prix des produits de base et la nécessité de recourir à de nouvelles sources d'énergie. La politique budgétaire est plus adaptée que la politique monétaire pour répondre à ces nouveaux chocs. Il convient de laisser jouer librement les stabilisateurs budgétaires automatiques et, dans le même temps, de consacrer des ressources supplémentaires à une aide humanitaire aux réfugiés et à des transferts en faveur des ménages à faible revenu et des entreprises vulnérables, mais viables. Dans un contexte où l'inflation dépasse largement les objectifs, les autorités monétaires doivent maintenir le cap de la normalisation. Le rythme de retrait des mesures de relance monétaire doit tenir compte de la situation économique et être accéléré si un risque de désancrage des anticipations d'inflation apparaît. Il est important que les dirigeants empêchent l'apparition de spirales prix-salaires.

La guerre et ses conséquences viendront s'ajouter aux enjeux structurels auxquels devra faire face l'Europe de l'après-pandémie. En *Ukraine*, il faudra reconstruire les infrastructures sociales et économiques détruites par la guerre, ce qui nécessitera des financements élevés de la part des donateurs. Pour améliorer la sécurité énergétique, il faudra prendre des mesures visant à renforcer la résilience et à accélérer la transition vers des formes d'énergie plus écologiques. Des politiques actives et passives du

marché du travail et d'éducation devront par ailleurs être mises en œuvre pour promouvoir de nouveaux moteurs de croissance et la réaffectation des facteurs, et ainsi améliorer les conditions de travail, réduire les coûts de transition et renforcer les compétences de la main-d'œuvre.